

## Vérité et réconciliation ?

### Mifankatiava ihany ?

Tribune – Edito – Ndimby A. – 07/12/09

Vérité et réconciliation : le thème est enfin revenu à la mode. Il était temps : si Marc Ravalomanana avait eu la sagesse d'écouter Albert Zafy sur le sujet depuis 2002, il ne serait certainement pas en Afrique du Sud à l'heure actuelle. Mais en préalable, deux questions se posent : réconcilier qui avec qui, et les réconcilier en vue de quoi ? Car au-delà de la sortie de la crise 2009, l'idéal serait de capitaliser la situation actuelle pour reconstruire les nouvelles bases d'une nouvelle société. Malheureusement, on n'a jamais vu de vieilles planches vermoulues capables de donner de nouveaux meubles. Évitions donc l'utopie de certains adeptes de la politique de l'autruche, et restons réalistes sur l'incapacité de nos politicards.

Depuis des mois, nous appelions à une opération Vérité et Réconciliation comme en Afrique du Sud, au Rwanda ou au Libéria (« [Il nous faut des sages au milieu des faucons](#) », 12 mai). La raison en est simple : la crise de 2009 est d'abord et avant tout la fille de la crise de 2002. Elle est née sur les ruines laissées par l'accession au pouvoir de Marc Ravalomanana, car la controverse et le conflit qui ont suivi 2002 ont généré un flot de rancœurs et de fractures. Ensuite, l'arrogance et le comportement autiste de l'ancien Chef d'Etat envers l'opposition lui a lentement mais sûrement fabriqué des ennemis dans toutes les composantes de la société, y compris dans sa famille politique d'origine. Aucun étonnement donc à voir tous ces aigris et frustrés se retrouver en Janvier dernier sur la Place du 13 mai et y faire niaisement le signe V des *foza orana*, ces crustacés toxiques et sans qualité qui pullulent entre autres dans les rizières.

Dans cette optique, il est donc logique que le Groupe international de contact (GIC) ait associé Didier Ratsiraka aux discussions de sortie de crise, même si voir réapparaître l'Amiral n'était pas du goût de tous. Or pour panser les plaies de 2009, il faudra soigner celles de 2002. Toute autre approche ne sera que du replâtrage. Toutefois, il importe de souligner qu'outre 2002, l'héritage laissé par les années Ratsiraka a aussi sa large part dans la genèse de la crise de 2009. À commencer par son mode de gestion très critiquable de l'armée qui a produit des phénomènes tels que Coutity et ses comparses de 1991 ou 2002, ou d'autres exemples récents d'officiers dont le fameux honneur semble avoir été mis aux arrêts de rigueur avec leurs neurones. Quand l'armée devient un champ de manœuvres pour les intrigues, combines et autres calculs politiques, il est normal que les militaires perdent les repères de la discipline, et se comportent comme de vulgaires miliciens à la solde de chefs de bandes politiques. Par conséquent, les lignes de fracture au sein de l'armée doivent également être réduites pour asseoir une réconciliation. Il est impératif que ses futurs chefs trouvent les moyens de réinstaurer la discipline, les idéaux et le sens des valeurs. Sinon le comportement fantasque et inapproprié de certains officiers de l'Armée continuera de peser négativement sur le processus de paix civile.

Pour la classe politique, je ne me fais pas de soucis sur ses capacités de réconciliation à long terme. Les politiciens *vita gasy* créent et participent à des alliances de fortune autour d'une personne, avant de s'allier un jour contre elle. Combien compte-t-on de politicards qui ont été pro-Zafy en 1991 puis anti-Zafy ensuite ; puis pro-Ravalomanana en 2002 et anti-Ravalomanana après ; et maintenant pro-Rajoelina, en attendant la suite logique dans le futur. Par conséquent, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, les ennemis d'aujourd'hui se rabibocheront demain, sur le dos du peuple malgache. Il n'y a qu'à regarder leur capacité à sourire, parler et prendre un verre ensemble dans les cocktails à Antananarivo ou dans les couloirs de Maputo ou Addis-Abeba. Comme disait Ratsiraka, en politique, il n'y a pas d'inimitié qui soit éternelle, et encore moins à Madagascar. Ceux qui ont soutenu bêtement et à corps perdu une cause politique ou une autre, se rendent toujours compte (mais trop tard) qu'ils ont été tournés en bourrique. Question : combien de ceux ayant doré leur carapace orange au soleil du 13 mai durant le premier trimestre 2009 ont perdu leurs emplois à cause de la crise ? Quelle que soit la réponse, tant pis pour eux : bien maigre consolation quand on pense aux centaines de milliers de chômeurs innocents à cause de ce coup d'Etat.

#### Toute Vérité est-elle bonne à entendre ?

Sans vouloir verser dans une lapalissade, le concept « Vérité et Réconciliation » implique que la vérité soit établie. Les putschistes de 2009 et leurs griots aiment pousser en avant les abus de Ravalomanana et de son entourage. Certes. Mais le processus ne doit pas être à sens unique et occulter la nécessité d'avoir

aussi la vérité sur les actes de Rajoelina et sa clique depuis le début de la crise. Par qui les canaux médiatiques de Ravalomanana (RNM, TVM, MBS) ont-ils été brûlés en Janvier ? Qui a organisé les pillages de magasins pour fragiliser le gouvernement Rabemananjara ? Les actes honteux de certains militaires envers les civils, devant témoins et caméras, passeront-ils par pertes et profits ? Quel a été le rôle de la France et des ambassadeurs le Lidec et Châtaigner ? Quels sont les hiérarques hâtifs derrière le bois de rose, les rackets des entreprises et le pillage en règle des entrepôts du groupe Tiko ? Autant de questions (parmi tant d'autres possibles) auxquelles un vrai processus de Vérité et Réconciliation devrait aussi apporter des réponses, pour qu'il ne se déroule pas à sens unique.

La logique du processus Vérité et Réconciliation se base sur deux piliers : l'aveu (le coupable reconnaît ses fautes) et le pardon de la part de la victime. Cependant, la grande crainte est de voir les personnes ayant actuellement un quelconque pouvoir tenter de dénaturer le processus pour s'auto-absoudre de leurs forfaits, et juste l'utiliser pour diaboliser leurs adversaires. Le carnage du 7 février est un exemple typique de responsabilité partagée entre les auteurs des tirs, chargés de protéger un Palais de la République, et les canailles volontairement responsables de l'envoi à l'abattoir d'une foule, même stupide, pour fabriquer les martyrs nécessaires à la révolution. S'occuper des uns sans se pencher sur les autres ne pourra qu'être une opération bancaire.

Que ce soit sur le 7 février, les pillages ou tous les autres actes, les questions qui se posent sont donc les suivantes : les responsables sont-ils prêts à avouer la Vérité, sommes-nous prêts à l'entendre, et sommes-nous disposés à accorder le pardon nécessaire à toute réconciliation ? Une réponse franche et positive serait indispensable pour s'engager vers une véritable sortie de crise. Et au-delà de la crise 2009, le pari est de pouvoir remettre les choses à plat et reconstruire le pays sur des bases solides. Et là, sans vouloir paraphraser Sylvain Augier, faut pas rêver. Jusqu'à présent, les marchandages et les petits coups bas continuent, et perturbent le processus de réconciliation beaucoup plus qu'il ne le favorise. Exemple parmi tant d'autres, l'interdiction faite à Albert Zafy d'avoir accès au salon d'honneur avant le départ pour Maputo III. Quand la pratique politique se base sur de telles mesquineries, on ne peut qu'être anxieux pour l'avenir. Car cet épisode tragi-comique à Ivato n'est que le reflet de la mauvaise foi et de la capacité innée de nos politiciens à faire de l'abus de pouvoir. Bientôt il faudra s'attendre à voir sortir un décret pour empêcher les opposants à Andry Rajoelina d'éternuer.

De tout ce qui précède, le Comité de réconciliation présidé par Albert Zafy aura fort à faire. Car tous les indicateurs montrent que le contexte rendra le processus inextricable, avec donc un risque d'impossibilité de le voir se mettre en œuvre, ou pire, de le voir mis en place de façon folklorique et à sens unique. Quand même des situations basiques ne peuvent être réglées (accès au salon d'honneur à Ivato, voitures de fonction ou bureaux des co-présidents de la Transition), il est difficile de croire à la capacité de nos politiciens actuels d'appréhender le futur pour y projeter le présent, et construire un vouloir vivre ensemble autrement que du bout des lèvres. Dommage que la sagesse de nos aïeux ait été oubliée. Quand les pratiquants de *kalon'ny fahiny* rappelaient « *tsy mba misy tsy ho diso* », on répondait toujours autrefois « *Mifankatiava ihany e* ». Mais il est vrai que notre culture est tombée bien bas. Fini le temps des *ohabolana*, des *hainteny* et des *kalon'ny fahiny*. Car maintenant pour construire l'âme de ce pays, il faut se contenter de l'insipidité des DJ de nights-clubs, et des griots menteurs de places publiques.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Mifankatiava-ihany,13160.html>